Laurent Gbagbo devant la CPI pour crimes contre l'Humanité

@rib News, 19/02/2013 â€“ Source AFPL'ancien prÃ©sident ivoirien Laurent Gbagbo, soupÃ§onnÃ© d'avoir fomentÃ© un Â«Â planÂ Â» de meurtres et de viols pour s'accrocher au pouvoir, a comparu mardi devant la CPI, sous le coup de soupÃ§ons pour crimes contre l'HumanitÃ©.Â«Â Je vous souhaite Ã tous la bienvenueÂ Â», a dÃ©clarÃ© en franÃ§ais la juge prÃ©sidant la chambre prÃ©liminaire, Silvia Fernandez de Gurmendi, en ouvrant cette audience de confirmation des charges.
A l'ouverture de l'audience, Laurent Gbagbo a saluÃ© les journalistes et ses partisans prÃ©sents dans la galerie du public.VÃªtu d'un costume bleu foncÃ©, d'une chemise et d'une cravate bleu clair, l'ancien prÃ©sident, assis derriÃ¨re les avocats de la dÃ©fense, Ã gauche de la salle d'audience, affichait une bonne mine.Cette audience avait Ã©tÃ© reportÃ©e Ã de reprises, notamment afin d'Ã©valuer la santÃ© de l'ancien prÃ©sident et sa capacitÃ© Ã assister aux audiences. L'horaire a Ã© adaptÃ©, et les audiences se dÃ©rouleront de 14h30 (13h30 GMT) Ã 18h30 (17h30 GMT), entrecoupÃ©es par des pauses toutes les heures.Â«Â J'espÃ¨re que ces amÃ©nagements permettront Ã M. Gbagbo d'Ãªtre prÃ©sent au cours des audiencesÂ Â», a ajoutÃ© la juge.Premier ex-chef d'Etat remis Ã la CPI, Laurent Gbagbo, 67 ans, est soupÃ§onnÃ© d'Ãªtre Â«Â co-auteur indirectÂ Â» de quatre chefs de crimes contre l'humanitÃ©, Ã savoir meurtres, viols, persÃ©cutions et autres act inhumains, commis pendant les violences postÃ©lectorales de 2010-2011.Il avait refusÃ© de reconnaÃ®tre la victoire Ã©lectorale le 28 novembre 2010 de son rival Alassane Ouattara, certifiÃ©e par l'ONU.Ce refus de quitter son poste aprÃ¨s 10 ans au pouvoir a plongÃ© la CÃ´te d'Ivoire dans une violente crise longue de quatre mois qui a coÃ»tÃ© la vie Ã prÃ¨s de 3.000 personnes.Cette audience de confirmation des charges, qui devrait se conclure le 28 fÃ©vrier par une dÃ©claration de M. Gbagbo, doit permettre aux juges d'examiner si les Ã©lÃ©ments de preuves rassemblÃ©s par l'accusation sont suffisamment solides pour permettre, plus tard, la tenue d'un procÃ¨s.Entre 300 et 400 personnes ont manifestÃ© peu avant l'ouverture de l'audience devant le bÃ¢timent de la Cour Ã La Haye pour soutenir Laurent Gbagbo. Portant chapeaux orange, perruques et drapeaux aux couleurs ivoiriennes, ils ont chantÃ© Â«Â LibÃ©rez le prÃ©sident GbagboÂ Â» en prÃ©sence de nombreux agents de Police nÃ©erlandais.Â«Â On veut libÃ©rer le prÃ©sident Gbagbo, c'est le peuple qui l'a Ã©l criaient aussi les partisans de l'ancien prÃ©sident, qui scandaient Ã©galement Â«Â Ouattara, imposteurÂ !Â Â».Selon l'accusation, les attaques commises par des forces pro-Gbagbo entre le 16 dÃ©cembre 2010 et le 12 avril 2011 Â«Â revÃªtaient un caractÃ¨re gÃ©nÃ©ralisÃ© et systÃ©matiqueÂ Â» et Ã©taient dirigÃ©es Â«Â contre des communautÃ©s et religieuses spÃ©cifiquesÂ Â».Â«Â Des centaines d'adversaires civils ont Ã©tÃ© attaquÃ©s, pillÃ©s, blessÃ©s ou victimes de vi conséquence de cette politiqueÂ Â», affirme l'accusation dans son document de notification des charges.Â«Â Les auteurs des crimes Ã©taient armÃ©s de kalachnikov et de machettesÂ Â», indique l'accusation. Â«Â Les victimes Ã©taient exÃ©cutÃ©e brÃ»lÃ©es vives, sous les yeux d'agents de Police qui ne sont pas intervenusÂ Â».AprÃ¨s des dÃ©bats sur l'admissibilitÃ© de l'affaire devant la Cour, le procureur Fatou Bensouda devait entamer sa dÃ©claration liminaire Ã 18h00 (17h00 GMT).Dans les jours qui suivent, aprÃ¨s la prÃ©sentation des arguments et des Ã©lÃ©ments de preuves rassemblÃ©s par le procureur, la dÃ©fense de M. Gbagbo et son avocat, Emmanuel Altit, pourront eux aussi prÃ©senter leurs Ã©lÃ©ments de preuves et leurs arguments.Laurent Gbagbo a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© le 11 avril 2011 avec son Ã©pouse Simone, Ã©galement sous le coup d'un manc d'arrÃªt de la CPI, aprÃ¨s avoir tenu tÃªte jusque dans son Â«Â bunkerÂ Â» au sous-sol de sa rÃ©sidence d'Abidjan, sous le feu des forces armÃ©es franÃ§aises.En CÃ´te d'Ivoire, l'audience de mardi Ã©tait attendue par les partisans du rÃ©gime Ouattara comme par les fidÃ¨les de l'ancien prÃ©sident, d'autant qu'elle repose la cruciale question des rapports entre Justice et rÃ©conciliation.Le camp Gbagbo et des ONG internationales accusent Abidjan de pratiquer une Â«Â justice des vainqueursÂ Â»Â : de nombreux pro-Gbagbo sont en prison alors qu'aucune personnalitÃ© proche du rÃ©gime actuel n'a Ã©tÃ© poursuivie aprÃ¨s la crise par la Justice ivoirienne (pas plus que par la CPI).La CPI est le premier Tribunal pÃ©nal international permanent chargÃ© de juger les auteurs de gÃ©nocide, crimes contre l'humanitÃ© et crimes de guerre.